

Le Patriote Canadien.

Il est admis d'un autre côté, que le gouvernement national seul possède une juridiction sur ce point, et néanmoins tous nos Présidents se sont considérés comme n'étant pas autorisés à agir sans des stipulations de traité ou une loi du congrès. Un gouvernement d'Etat aurait-il plus droit d'agir sans l'autorité législative que le President des Etats-Unis? Le gouverneur de cet Etat est un officier n'ayant que des pouvoirs définis et limités. Il est dit: "qu'il doit prendre garde à ce que les lois soient fidèlement exécutées," mais, par ceci, on entend les lois émanées de la branche législative du gouvernement. De même est-il du devoir formel du président, "de prendre soin que les lois des Etats-Unis soient fidèlement exécutées," et nous savons comment ce devoir a toujours été interprété.

Et à quel pouvoir désire-t-il de livrer le prisonnier? au gouvernement d'une province étrangère où ont été suspendus les lois civiles et le jugement par jury, et où, si ce n'est pas aujourd'hui, demain il sera encore de même. Tout homme doit être présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit prouvé être coupable; et il a droit à un jugement honnête et impartial. Et qui pense qu'un citoyen américain puisse avoir un tel jugement en Canada? N'y a-t-il pas eu assez de sang américain qui y a été versé dernièrement? Devons-nous à tout hasard leur en fournir davantage?

Mais il paraît que le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins d'une sentence judiciaire.

"Aucun pouvoir sur terre, excepté l'autorité du parlement, ne peut faire sortir aucun sujet d'Angleterre de sa terre natale contre sa volonté; pas même un criminel. A ce sujet la Grande-Charte déclare qu'aucun homme libre ne sera emprisonné, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le gouverneur de cet Etat exercerait-il une autorité sur la personne du citoyen que la couronne en Angleterre ne possède pas? Cette pensée produit les sensations les plus vives.

Et le Vermont, le pur Etat républicain de Vermont ouvrirait le chemin à une si dangereuse usurpation sur la liberté personnelle du citoyen!

Si l'on admet que le gouverneur de cet état a le pouvoir de livrer le prisonnier, il aura une égale autorité de livrer tout autre individu qui pourrait être demandé par le gouverneur du Canada. Et tout sera à la disposition d'un seul homme. Si nous admettons jamais qu'une telle obligation existe, ce sera nous plonger dans un océan de malheurs.

Canandaigua vs. Mackenzie! PROCES-MONSTRE.

Par la violation des formalités requises par la loi dans ce procès-monstre, par la gêne qui fut imposée au défendeur pour la réunion des jurés, par le caractère partial et passionné bien connu du juge Thompson, nous osons croire que Mackenzie ne se pourvoyait en appel à la cour suprême des Etats-Unis, ne manquerait pas de faire renverser la sentence impitoyable prononcée contre lui.

Qui qu'il en puisse être, hélas! faut-il que par la conduite criminelle d'une localité perverte, on ait à déployer au-delà l'oubli du premier principe gouvernemental? Faut-il que l'on y voie des américains, les descendants des héros de Lexington, de Bunker's Hill, déclarer solennellement, par leur verdict, que l'amour de la liberté est un crime, et y voir les autorités de l'au le punir plus cruellement que les crimes les plus intimes.

Sans la justice les étais déclinent, périssent, les nations se dégradent. On aurait jamais dû oublier sur cette terre de liberté que la justice est une émanation de la Divinité, qu'elle est de tous les temps et de tous les lieux, qu'elle survit à travers des siècles, qu'elle ne varie jamais au gré des intérêts, des événements et des orages politiques, qu'elle est enfin une source de force, de gloire et de bonheur.

Un autre rapport qui circule, est que le comte de Clarendon, qui fut rappelé de son ambassade de Madrid, sera le successeur de sir John Colborne. Par les dernières nouvelles qui nous sont parvenues le rappel de sir John Colborne, gouverneur du Bas-Canada paraît se confirmer.

Le Morning Courier de Montréal dit que le bruit courait en ville que les prisonniers politiques vont être mis en liberté à condition de laisser la province. Il craint fort que si les prisonniers sont envoyés sur la frontière, que John Bell n'ait à payer un autre demi million d'ici au printemps.

Les journaux du Canada, contiennent de longs détails au sujet d'un orage qui a éclaté dans le district des Trois-Rivières. Des dommages considérables ont été causés dans les paroisses de Ste-Anne, Batiscan et St. Maurice, par la pluie, la grêle et le tonnerre. Un vaste étendue de terrain a été dévastée par la foudre.

Un autre orage non moins destructeur a éclaté dans le district de Québec, au-dessus des paroisses de Lorette, de St. Amélie et de Fossambault. Il paraît que la pluie, la grêle et le vent ont considérablement endommagé les grains dans plusieurs parties du pays.

Le Herald en parlant du rapport selon lequel les juges suspendus auraient été réhabilités, remarque que "si Sir John Colborne a agi sur sa propre responsabilité en suspendant les juges, il doit en supporter les conséquences; mais si personne ne pense que c'est le cas, dirai-je, il a agi sur l'autorité de son propre avocat légal (le Procureur-Général) à faire le renvoi et recommander la nomination d'une personne plus capable à sa place."

On nous assure qu'un Irlandais, dont on ignore le nom, a été assassiné par la police, vendredi dernier, vers 9 heures du soir, dans les rues du faubourg des Récollets, à Montréal.

Les courses de chevaux auront lieu à Montréal, les 19, 20 et 22 du courant.

Extrait du Democratic Review de Washington.

* "C'est en vain que le gouvernement n'agisse chercher à justifier les exécutions récentes qui ont ensanglanté les Canadas, par cette raison que des lois les autorisent. Les lois de l'Angleterre, ses rues ont semées par une peine atroce décrétée contre toute espèce d'uléries. Comme celles de Dracun, elles sont érites avec du sang. La peine de mort s'y applique à un si grand nombre de délits, et si injustement, que pour rendre bonne justice, le juge est souvent obligé de torturer le sens de la loi, de la faire taire ou même de la violer ouvertement."

* La loi de haute trahison, prétexte de tant de meurtres iniques, et qui date du règne d'Edouard III, prononce la

corruption, et doit finir, si le monstre n'est pas étouffé au berceau, par perdre ses droits et son indépendance; et il devra servir lui-même, et se prépare des fers humains.

La Grèce fut brillante sous les Solon, les Lycurges, les Pélopônes; le luxe et la corruption de l'Égypte, de Nubie, la tyrannie de l'Ézéchias, préparèrent sa destruction. Rome, gouvernée par les Camille, les Fabius et les Cato, présenta le spectacle magnifique de la gloire et de la grandeur; les richesses des Crasso, les crimes de Scylla, la face de Luculon, l'ambition de César, enflammaront la corruption, les factions, les guerres civiles, l'esclavage et la cause de l'Empire Romain.

Mackenzie tyranisé, pressé, forcé par la suite des événements malheureux d'abandonner sa patrie, est venu chercher un asile chez un peuple qui fait l'admiration de l'univers; les américains et leur gouvernement sont justes, généreux, l'hospitale m'y attend, c'est-à-dire, Eh bien! son patriotisme meurtri par une cour de tourées à 66 pâmes comme un crame. Il faut que nous nous fassions honte pour signaler la semence partiale (malveillante) contre ce respectable patriote. Nous avons honte, c'est un devoir sacré pour tous les américains restés fidèles au caractère et aux sympathies qui inspirent les défenseurs des droits de l'humanité violée, outragée, de manifester hautement leurs sentiments d'honneur et de réprobation pour la loi de neutralité, et faire indigner que l'Europe et l'Amérique entière pourront faire rebrousser sur toute la nation.

Quand Napoléon comprit sur la générosité du Peuple Britannique, vint se mettre sous la protection de ses lois, l'héritier presomptif de la couronne d'Angleterre, aussi prétendument honnête qu'il soit, fut arrêté et emprisonné pour la cause d'Angleterre, au contraire de ce qu'il soit prouvé être coupable; et il a droit à un jugement honnête et impartial. Et qui pense qu'un citoyen américain puisse avoir un tel jugement en Canada? N'y a-t-il pas eu assez de sang américain qui y a été versé dernièrement? Devons-nous à tout hasard leur en fournir davantage?

Mais il paraît que le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins d'une sentence judiciaire.

Aucun pouvoir sur terre, excepté l'autorité du parlement, ne peut faire sortir aucun sujet d'Angleterre de sa terre natale contre sa volonté; pas même un criminel. A ce sujet la Grande-Charte déclare qu'aucun homme libre ne sera emprisonné, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le gouverneur de cet Etat exercerait-il une autorité sur la personne du citoyen que la couronne en Angleterre ne possède pas? Cette pensée produit les sensations les plus vives.

Et le Vermont, le pur Etat républicain de Vermont ouvrirait le chemin à une si dangereuse usurpation sur la liberté personnelle du citoyen!

Si l'on admet que le gouverneur de cet état a le pouvoir de livrer le prisonnier, il aura une égale autorité de livrer tout autre individu qui pourrait être demandé par le gouverneur du Canada. Et tout sera à la disposition d'un seul homme. Si nous admettons jamais qu'une telle obligation existe, ce sera nous plonger dans un océan de malheurs.

C A N A D A .

Le bruit public, d'après le Mercury du 8 aout, était que le gouverneur sir John Colborne avait reçu dernièrement une communication des ministres, lui annonçant qu'ils étaient sur le point de nommer un gouverneur civil pour le Bas-Canada et ils lui laissait l'option d'y demeurer comme commandant des forces; mais que sir John Colborne est déterminé de se rendre en Angleterre dès que son successeur arrivera.

Un autre rapport qui circule, est que le comte de Claremont, qui fut rappelé de son ambassade de Madrid, sera le successeur de sir John Colborne.

Par les dernières nouvelles qui nous sont parvenues le rappel de sir John Colborne, gouverneur du Bas-Canada paraît se confirmer.

Le Morning Courier de Montréal dit que le bruit courait en ville que les prisonniers politiques vont être mis en liberté à condition de laisser la province. Il craint fort que si les prisonniers sont envoyés sur la frontière, que John Bell n'ait à payer un autre demi million d'ici au printemps.

Qui qu'il en puisse être, hélas! faut-il que par la conduite criminelle d'une localité perverte, on ait à déployer au-delà l'oubli du premier principe gouvernemental?

Faut-il que l'on y voie des américains, les descendants des héros de Lexington, de Bunker's Hill, déclarer solennellement, par leur verdict, que l'amour de la liberté est un crime, et y voir les autorités de l'au le punir plus cruellement que les crimes les plus intimes.

Sans la justice les étais déclinent, périssent, les nations se dégradent. On aurait jamais dû oublier sur cette terre de liberté que la justice est une émanation de la Divinité, qu'elle est de tous les temps et de tous les lieux, qu'elle survit à travers des siècles, qu'elle ne varie jamais au gré des intérêts, des événements et des orages politiques, qu'elle est enfin une source de force, de gloire et de bonheur.

Un autre orage non moins destructeur a éclaté dans le district de Québec, au-dessus des paroisses de Lorette, de St. Amélie et de Fossambault. Il paraît que la pluie, la grêle et le vent ont considérablement endommagé les grains dans plusieurs parties du pays.

Le Herald en parlant du rapport selon lequel les juges suspendus auraient été réhabilités, remarque que "si Sir John Colborne a agi sur sa propre responsabilité en suspendant les juges, il doit en supporter les conséquences; mais si personne ne pense que c'est le cas, dirai-je, il a agi sur l'autorité de son propre avocat légal (le Procureur-Général) à faire le renvoi et recommander la nomination d'une personne plus capable à sa place."

On nous assure qu'un Irlandais, dont on ignore le nom, a été assassiné par la police, vendredi dernier, vers 9 heures du soir, dans les rues du faubourg des Récollets, à Montréal.

Les courses de chevaux auront lieu à Montréal, les 19, 20 et 22 du courant.

Extrait du Democratic Review de Washington.

* "C'est en vain que le gouvernement n'agisse chercher à justifier les exécutions récentes qui ont ensanglanté les Canadas, par cette raison que des lois les autorisent. Les lois de l'Angleterre, ses rues ont semées par une peine atroce décrétée contre toute espèce d'uléries. Comme celles de Dracun, elles sont érites avec du sang. La peine de mort s'y applique à un si grand nombre de délits, et si injustement, que pour rendre bonne justice, le juge est souvent obligé de torturer le sens de la loi, de la faire taire ou même de la violer ouvertement."

* La loi de haute trahison, prétexte de tant de meurtres iniques, et qui date du règne d'Edouard III, prononce la

corruption, et doit finir, si le monstre n'est pas étouffé au berceau, par perdre ses droits et son indépendance; et il devra servir lui-même, et se prépare des fers humains.

La Grèce fut brillante sous les Solon, les Lycurges, les Pélopônes; le luxe et la corruption de l'Égypte, de Nubie, la tyrannie de l'Ézéchias, préparèrent sa destruction. Rome, gouvernée par les Camille, les Fabius et les Cato, présenta le spectacle magnifique de la gloire et de la grandeur; les richesses des Crasso, les crimes de Scylla, la face de Luculon, l'ambition de César, enflammaront la corruption, les factions, les guerres civiles, l'esclavage et la cause de l'Empire Romain.

Mackenzie tyranisé, pressé, forcé par la suite des événements malheureux d'abandonner sa patrie, est venu chercher un asile chez un peuple qui fait l'admiration de l'univers; les américains et leur gouvernement sont justes, généreux, l'hospitale m'y attend, c'est-à-dire, Eh bien! son patriotisme meurtri par une cour de tourées à 66 pâmes comme un crame. Il faut que nous nous fassions honte pour signaler la semence partiale (malveillante) contre ce respectable patriote. Nous avons honte, c'est un devoir sacré pour tous les américains restés fidèles au caractère et aux sympathies qui inspirent les défenseurs des droits de l'humanité violée, outragée, de manifester hautement leurs sentiments d'honneur et de réprobation pour la loi de neutralité, et faire indigner que l'Europe et l'Amérique entière pourront faire rebrousser sur toute la nation.

Quand Napoléon comprit sur la générosité du Peuple Britannique, vint se mettre sous la protection de ses lois, l'héritier presomptif de la couronne d'Angleterre, aussi prétendument honnête qu'il soit, fut arrêté et emprisonné pour la cause d'Angleterre, au contraire de ce qu'il soit prouvé être coupable; et il a droit à un jugement honnête et impartial. Et qui pense qu'un citoyen américain puisse avoir un tel jugement en Canada? N'y a-t-il pas eu assez de sang américain qui y a été versé dernièrement? Devons-nous à tout hasard leur en fournir davantage?

Mais il paraît que le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d'en sortir, à moins que ce ne soit par un jugement de ses pairs, ou par la loi du pays."

Le Roi d'Angleterre, avec toutes ses prérogatives royales, ne possède pas le pouvoir dont prétend jouir le gouverneur de cet état. La provision de notre constitution que je me suis évertué d'expliquer, fut copiée de la grande charte de la liberté anglaise, et a été comprise dans un sens différent de celui qui est invoqué ici. Sir Wm. Blackstone, dans le 1er. volume de ses célèbres commentaires, fait les remarques suivantes:

Une conséquence régulière et naturelle de cette liberté personnelle, est que tout anglais peut réclamer le droit de demeurer dans son propre pays autant qu'il lui plaît; et ne peut être forcée d